

REPUBLIQUE FRANCAISE

Ministère de la Justice

**Arrêté du 20 mai 2022 portant cessation de fonctions et nomination
(régisseurs d'avances et de recettes) au tribunal judiciaire de Carpentras**

NOR : JUSB2215051A

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 22 ;

Vu le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté du 1^{er} juillet 2021 habilitant le garde des sceaux, ministre de la justice, à créer des régies de recettes et d'avances auprès des greffes des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2022 portant modification de l'arrêté du 14 mai 1996 portant institutions des régies d'avances et de régies de recette auprès des secrétariats-greffes des juridictions civiles et pénales ;

Vu l'agrément du comptable public assignataire en date du 20 mai 2022 ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}

Il est, à compter du 1^{er} juin 2022, mis fin aux fonctions de Madame Nicole EMMANUEL, greffière principale, en sa qualité de régisseuse de recettes et d'avances au tribunal judiciaire de Carpentras.

Article 2

Madame Bérangère MAIGNIEN DE MERSUAY, greffière principale, est nommée régisseuse de recettes et d'avances auprès du tribunal judiciaire de Carpentras, à compter du 1^{er} juin 2022.

Article 3

Madame Bérangère MAIGNIEN DE MERSUAY est astreinte à constituer un cautionnement dont le montant est fixé par arrêté du 28 mai 1993 modifié relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents.

Article 4

Le directeur des services judiciaires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la justice et notifié par les chefs de la cour d'appel de Nîmes, en leur qualité d'ordonnateurs secondaires au comptable assignataire.

Fait le 20 mai 2022,

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Par délégation,
P/le sous-directeur des ressources humaines des greffes
P/La cheffe du bureau des carrières et de la mobilité
professionnelle,
L'adjointe à la cheffe du bureau des carrières et de la
mobilité professionnelle



Sandrine DE VILLELE

Le régisseur	signature
--------------	-----------